

ALAIN ROUX ET XIAOHONG XIAO-PLANES

# Histoire de la République populaire de Chine

---

de Mao Zedong  
à Xi Jinping

*Deuxième édition*

**ARMAND COLIN**

## Collection U

### *Histoire*

Illustration de couverture : Contenants d'expédition  
par le fleuve Huangpu, Shanghai, Chine, 2003.  
© Avalon/Construction Photography, Alamy Banque D'Images

Mise en pages : Nord Compo

#### **NOUS NOUS ENGAGEONS EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT :**



Nos livres sont imprimés sur des papiers certifiés pour réduire notre impact sur l'environnement.



Le format de nos ouvrages est pensé afin d'optimiser l'utilisation du papier.



Depuis plus de 30 ans, nous imprimons 70 % de nos livres en France et 25 % en Europe et nous mettons tout en œuvre pour augmenter cet engagement auprès des imprimeurs français.



Nous limitons l'utilisation du plastique sur nos ouvrages (film sur les couvertures et les livres).

© Armand Colin, 2018, 2024  
Armand Colin est une marque de  
Dunod Éditeur, 11 rue Paul Bert, 92240 Malakoff

[www.dunod.com](http://www.dunod.com)

ISBN : 978-2-200-62785-0





# Liste des sigles

ANP	Assemblée nationale populaire
APL	Armée populaire de libération
APN	Assemblée populaire nationale
BP	Bureau politique (Politburo)
CAE	Conseil des Affaires de l'État
CC	Comité central du PCC
CCID	Commission Centrale d'Inspection et de Discipline du PCC
CMC	Commission Militaire Centrale
CCPPC	Conférence consultative politique du peuple chinois
CP	Comité permanent (du Bureau politique)
KMT	Guomindang (Parti Nationaliste)
PCC	Parti communiste chinois
RPC	République populaire de Chine
ZES	Zone(s) économique(s) spéciale(s)



# Avant-propos

Cet ouvrage a pour objet de retracer l'évolution de la République Populaire de Chine (RPC) de sa naissance en 1949 à nos jours. Après une longue succession de transformations, la RPC a fêté le 1<sup>er</sup> octobre 2019 son soixante-dixième anniversaire. Nombre de travaux en sciences humaines et sociales ont mis en lumière les divers aspects de cette évolution, qui a souvent fasciné ou inquiété le monde. Notre modeste ouvrage vient renouveler certains manuels d'histoire universitaires publiés il y a quinze ou vingt ans, en particulier le manuel U de Marie-Claire Bergère (*La Chine de 1949 à nos jours*, A. Colin, 1<sup>re</sup> édition et rééditions 1987-2000) et le manuel Coursus d'Alain Roux (*La Chine contemporaine*, A. Colin, 1<sup>re</sup> édition et rééditions 1998-2015). La politique d'ouverture de la Chine de Deng Xiaoping et la numérisation des sources ont favorisé, ces derniers temps, une floraison des travaux de recherche et un accroissement grandissant des échanges entre les milieux d'historiens chinois et étrangers. Notre travail essaie donc de rassembler les apports significatifs des études parues récemment et de renouveler les informations concernant les divers épisodes de l'histoire de la RPC.

Nous avons distingué deux parties : I. « La Chine de Mao (1949-1976) » et II. « De Deng Xiaoping à Xi Jinping. Heurs et malheurs de la réforme (1976-2023) ». La première partie retrace les principaux épisodes du règne de Mao Zedong, les fondations du régime communiste, les défis auxquels il a été confronté. La seconde traite de l'élaboration et des réalisations de la politique de réforme et d'ouverture, de l'émergence de la société civile, des métamorphoses des institutions de la RPC et de ses rapports avec le monde extérieur. Ce manuel se présente comme une synthèse reposant sur les travaux et les documents existants, en particulier sur une historiographie chinoise renaissante. La narration s'est organisée principalement autour des grands axes de la politique entrepris par le parti-État chinois. D'aucuns pourraient nous reprocher de faire la part trop belle à l'économie, et d'être trop attachés à une histoire *vue d'en haut*. Or, il nous semble crucial de comprendre l'édifice du parti-État et les principales institutions qu'il a bâties et modifiées dans le temps. Ses volontés et sa capacité d'intervention ont joué et jouent toujours un rôle prépondérant dans le cheminement

de la nation. Les grandes décisions prises en matière économique ont des grandes incidences sur l'orientation du pays et sur l'existence des populations. Elles ont modifié fondamentalement les conditions des secteurs social, politique, juridique et culturel. La construction d'un parti-État et de ses ramifications a consacré, pour le meilleur et pour le pire, sa position omniprésente. Toutefois, comme nous l'avons observé, cette machine étatique n'a pu fonctionner sans faille ni obstruction. En confrontant la prise des décisions en haut et l'application de ces dernières en bas, nous nous sommes efforcés de saisir la dimension réelle des changements intervenus à travers l'interrelation de différents acteurs socio-politiques.

Le chapitre 14 présente un statut particulier. Il est inédit car il commence en 2018, alors que la première édition de cet ouvrage nous avait conduits jusqu'en 2017. Il correspond à une coupure dans la continuité de notre seconde partie : l'impact de la pandémie du Covid-19 et la fin du « miracle économique chinois » ont rendu nécessaire l'élaboration d'un nouveau modèle de croissance. Cette recherche a généré tensions et conflits au sein de l'équipe dirigeante. Il est trop tôt pour faire un récit solide de ces années encore obscures et insuffisamment documentées. Il nous a donc semblé préférable de proposer un état actuel des problèmes que devra résoudre Xi Jinping s'il veut que son rêve chinois ne tourne pas au cauchemar.

Pour un ouvrage rédigé à quatre mains, les lecteurs remarqueront des variations de ton et d'approche d'un chapitre à l'autre. Certains d'entre eux se présentent plutôt comme des essais, survolant les faits pour s'attacher à leur interprétation, alors que d'autres s'intéressent surtout aux séquences événementielles qu'ils établissent de façon précise et détaillée. C'est un phénomène assez courant pour des ouvrages rassemblant des contributions d'auteurs aux styles divergents. Il nous semble que ces variations ne sauraient constituer un obstacle ; elles devraient plutôt introduire une diversité propre à stimuler l'intérêt du lecteur.

Enfin, nous tenons à exprimer notre profonde gratitude envers Mme Marie-Claire Bergère qui a relu avec soin l'ensemble du manuscrit et nous a fait bénéficier de considérations et de conseils clairvoyants. M. Yves Chevrier a relu pour cette deuxième édition le chapitre 14 et a suggéré des modifications perspicaces. Qu'il soit vivement remercié. Nos remerciements s'adressent également à Mme Soline Lau-Suchet, à M. Yu Min et à d'autres responsables du fonds chinois de la BULAC, à Mmes Monique Abud et Wang Ju, du CECMC-EHESS, pour leur chaleureux soutien à la documentation du présent ouvrage.

Alain Roux, Professeur émérite à l'INALCO  
Xiaohong Xiao-Planes, Professeure émérite à l'INALCO-IFRAE

Alain Roux a écrit l'introduction et les chapitres 1, 4, 5, 8, 10, 12, 13.

Xiaohong Xiao-Planes a écrit les chapitres 2, 3, 6, 7, 9, 11.

Alain Roux et Xiaohong Xiao-Planes ont rédigé en coopération le chapitre 14.

PREMIÈRE PARTIE

# La Chine de Mao (1949-1976)

## Introduction : le triple défi du PCC en 1949

Le 1<sup>er</sup> octobre 1949, Mao Zedong entouré des principaux dirigeants communistes civils et militaires ainsi que de nombreuses « personnalités démocratiques », proclama depuis le portique pourpre qui ferme au nord la place Tian'anmen la fondation de la République Populaire de Chine. Il était arrivé à Pékin le 25 mars en vainqueur, mais il avait résidé jusqu'au 21 septembre dans une villa des Collines Parfumées (*Xiang shan*), à une dizaine de km à l'ouest de la capitale, comme s'il appréhendait de s'installer au cœur du pays que ses troupes venaient de conquérir. Il est vrai que la tâche qui attendait les communistes devenus les maîtres de la Chine avait de quoi impressionner même les plus endurcis, car ils avaient à relever trois défis jusque-là restés sans réponse satisfaisante : 1. Rattraper le retard de croissance du pays depuis son rendez-vous manqué avec la révolution industrielle. 2. Reprendre le chantier de la construction d'un État moderne, ouvert par le Guomindang, mais suspendu par les guerres civile et étrangère. 3. Retrouver sa place parmi les grandes puissances et effacer l'humiliation des défaites subies depuis les guerres de l'opium. Alors que l'état désastreux du pays rendait cette mission particulièrement difficile, leur victoire inattendue sur les nationalistes ne semblait guère qualifier les communistes pour être les bâtisseurs d'une nouvelle Chine. Or, si l'on en croit les conseils que Machiavel donne à son *Prince*, il est beaucoup plus difficile de garder le pouvoir que de s'en emparer.

### L'état du pays

La Chine, après deux décennies d'une guerre civile à peine interrompue par une agression japonaise qui avait débouché sur huit ans de combats meurtriers, était exsangue. La production de céréales, déjà insuffisante en 1936, avait baissé du quart et celle de soja de la moitié. 12 % des terres cultivées étaient inondées en permanence suite à la rupture de digues. L'industrie qui représentait en 1936 seulement 10 % du produit intérieur brut était tombée à 56 % de son niveau d'avant-guerre et 7 000 des 27 000 km de chemin de fer avait été détruits. En 1950 la production chinoise de charbon était de 32 400 000 tonnes et celle d'acier de 160 000 tonnes. Les usines de Mandchourie où se concentrait l'essentiel de l'industrie lourde chinoise avaient été démantelées par l'armée rouge qui y avait conduit une guerre éclair en août 1945. Leurs machines avaient été démenagées en Union soviétique. Ce pillage avait été opéré au titre des indemnités de guerre exigées par l'URSS du Japon vaincu qui avait auparavant arraché la Mandchourie à la Chine : ainsi la Chine avait subi une double peine.

## Retour sur une énigme

Entre la capitulation japonaise du 15 août 1945 et la victoire des communistes à l'issue de la guerre civile avec le GMD qui avait repris en juin 1946, l'histoire avait connu une prodigieuse accélération. L'effondrement du GMD en à peine mille jours de combats avait stupéfait les observateurs et les historiens continuent à s'interroger pour expliquer cette énigme, si grand était en apparence le déséquilibre militaire initial entre les deux bel-ligérants. Certains, comme John Fairbank et Llyod Eastman pensent que le régime nationaliste instauré par Chiang Kai-shek (Jiang Jieshi) en 1928 aurait été une « révolution avortée » du fait du coup de force du 12 avril 1927 à Shanghai contre les communistes et de la terreur blanche qui avait suivi. La mobilisation populaire en Chine centrale qui avait permis le succès de l'« expédition du nord » contre les « seigneurs de la guerre » en inversant le rapport des forces aurait été brisée suite au traumatisme généré par cette volte-face. Les forces favorables à la modernisation auraient été étouffées sous le poids de celles de la tradition.

D'autres historiens, comme Thomas Rawski ou Karl Dikötter estiment au contraire que la « décennie de Nankin » (1927-1937) aurait été une période d'ouverture au monde et de reconstruction de l'État, qui aurait permis la modernisation de l'économie et de la société tout entière si l'agression japonaise n'avait pas brisé le processus réformateur à peine amorcé. Les uns font des années qui vont de la première guerre sino-japonaise de 1895 à la « libération » de 1949, une période sombre de l'histoire de Chine, tandis que les autres y voient les premières manifestations de cette globalisation qui fera de Taiwan dans les années 1980 un des « petits dragons asiatiques » avant qu'elle ne gagne le continent chinois tout entier. La victoire communiste de 1949 a-t-elle été une révolution libératrice d'un peuple humilié ou faut-il y voir une tragédie ? Les « années Mao » ont-elles été une sorte de parenthèse désastreuse entre « l'âge d'or » (Marie-Claire Bergère) de la bourgeoisie chinoise du début des années 1920 et le retour en force des entrepreneurs privés (*qiyejia*) à l'occasion de la réforme économique (*gaige*) de Deng Xiaoping ? Qui sont donc ces communistes, vainqueurs inattendus d'un combat qui semblait inégal ? Leur succès militaire les qualifiaient-ils pour devenir des bâtisseurs capables de transformer la Chine, alors un des pays les plus pauvres du monde, en cet État « puissant et prospère » (*fuqiang*) dont rêvaient les nationalistes chinois depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ?

## Portrait des vainqueurs

Le PCC qui comptait 1 200 000 membres lors de son VII<sup>e</sup> Congrès, réuni à Yan'an d'avril à juin 1945, avait gonflé ses effectifs pour atteindre 4 500 000 adhérents en octobre 1949. Soumis à une discipline quasi

militaire sur le modèle du « centralisme démocratique » bolchevik, il était dirigé par un comité permanent du bureau politique formé alors de cinq hommes. Ce cénacle des Cinq Immortels, comme on le désignait de façon populaire, était dominé par la personnalité surplombante du président (*zhuxi*) Mao Zedong. Celui-ci disposait en effet d'un immense pouvoir depuis « le mouvement de rectification du style du parti (*zhengfeng*) » qui avait unifié le parti sous son autorité entre 1942 et 1945 à Yan'an. La « pensée de Mao » (*maozedong sixiang*) (par la suite PMZD) avait été imposée à tous au cours d'interminables sessions d'étude, tandis que les services policiers de Kang Sheng, copiés sur le KGB soviétique, avaient éliminé par la terreur toute velléité de critique. Les statuts adoptés au VII<sup>e</sup> Congrès en juin 1945 avaient fait de cette « pensée » un des fondements théoriques de la politique communiste.

Aux côtés de Marx, Engels, Lénine et Staline, Mao était le guide principal de la révolution chinoise, partie prenante de la révolution mondiale dirigée par Staline. Il était crédité de l'immense mérite d'avoir adapté les lois universelles du marxisme-léninisme à la réalité chinoise, de les avoir « sinisées » (*zhongguohua*). Le PCC avait les traits caractéristiques de tous les partis léninistes : le centralisme démocratique y soumettait la minorité aux décisions de la majorité et interdisait l'existence en son sein de tendances ou de fractions. Le noyau dirigeant était tout puissant et une hiérarchie de commandement d'allure militaire fonctionnait de haut en bas dont l'efficacité était renforcée par le plaquage des structures du parti sur celles de l'appareil d'État. Un réseau d'« organisations de masse » contrôlées par ses adhérents encadrait la société civile et fonctionnait comme des courroies de transmission de la ligne générale à l'ensemble de la population. L'unité idéologique de cet ensemble qui rassemblait en 1949 5 à 6 millions d'adhérents était assurée par leur référence commune à une vulgate marxiste-léniniste. À la différence des autres partis communistes influents à cette époque, le PCC ne comptait en octobre 1949 que 3 % d'ouvriers, ce qui, selon l'orthodoxie stalinienne, constituait un handicap dans l'édification d'une société socialiste. La PMZD était l'« arme magique » qui permettait de prolétarianiser les idées et le comportement petit-bourgeois des paysans chinois. Ceux-ci pouvaient grâce à elle se substituer à la classe ouvrière des pays capitalistes comme force révolutionnaire dirigeante.

Cette révolution copernicienne opérée dans le domaine de la théorie par Mao, devenu en 1949 à la fois un empereur rouge et un nouveau Confucius, lui conférait une sorte de droit de veto sur toute décision politique d'importance. Dans une Chine où la grande majorité de la population était encore formée de paysans petits producteurs à l'horizon limité au parcours entre leur village et le bourg où se tenaient les marchés qu'ils fréquentaient et où le pouvoir s'était incarné depuis deux millénaires dans la personne surhumaine d'un empereur « fils du Ciel », Mao avait été spontanément l'objet d'un culte dès 1943. Ce culte avait été délibérément

étendu au reste de la Chine au fur et à mesure de la victoire militaire. Pour la population urbaine, plus sophistiquée, les services de propagande du PCC avaient organisé, quelques mois à peine après l'installation du nouveau pouvoir, des sessions d'études obligatoires destinées aux fonctionnaires, aux enseignants et à l'ensemble des cadres civils. Ils devaient réformer leur pensée (*sixiang gaizao*) en étudiant un florilège de textes de Mao d'une affligeante banalité sous la conduite d'instructeurs qui les incitaient à faire leur autocritique.

Dans un tel contexte, les quatre autres Immortels n'étaient que ses lieutenants : on avait mis fin à la direction collective des premières années du pouvoir rouge à Yan'an durant lesquelles Mao n'était encore que « *primus inter pares* » – le premier parmi des égaux. Liu Shaoqi, son second dans l'ordre hiérarchique, avait été promu par lui durant le mouvement *zhengfeng* dont il avait été le principal théoricien en exaltant l'esprit de parti et en célébrant Mao comme « le plus grand révolutionnaire et le plus grand homme d'État de l'histoire de Chine ». Alors que cet homme d'appareil se chargeait de l'organisation du parti, Zhou Enlai était l'irremplaçable gestionnaire à la tête d'une administration à reconstruire. En 1932, il avait été l'un des principaux dirigeants de la faction stalinienne qui avait privé Mao de ses responsabilités dans le parti, avant de se rallier à lui lors de la conférence de Zunyi en janvier 1935. Ne pouvant se priver de ses talents, Mao l'avait contraint à une longue et humiliante autocritique à l'automne 1943 après l'avoir rappelé de Chongqing. Elle portait sur ses origines de classe douteuses, sur son soutien dans les années 1930 de la ligne gauchiste (*zouqing*) de Li Lisan puis en 1938 de la ligne droitiste (*youqing*) de Wang Ming. Zhou Enlai, dompté et séduit, ne contesta plus guère l'autorité de Mao, quoi qu'il lui en coûtât, sauf pendant quelques mois en 1956. Zhu De, un général de carrière rallié très tôt à la révolution, qui avait été le numéro deux du PCC durant la guerre civile, n'intervenait que rarement dans la vie politique maintenant que la paix était revenue. De même Chen Yun s'en tenait à son domaine, celui de l'économie et des finances, en essayant de limiter les dérapages de Mao sans se départir d'une grande prudence : il avait l'art de savoir jusqu'où ne pas aller trop loin. Ce noyau dirigeant central avait mis en pratique avec succès la stratégie de la Nouvelle Démocratie.



## Chapitre 1

# La Chine de la Nouvelle Démocratie (1949-1953) (*xin minzhuzhuyi*)

En janvier 1940, Mao Zedong avait fixé dans la *Nouvelle Démocratie* la ligne qui avait été poursuivie par le PCC jusqu'à sa victoire, tout en l'adaptant aux deux bouleversements politiques survenus entre-temps : la défaite du Japon, puis celle du Guomindang.

## 1. De la Dictature Démocratique Populaire

Le 30 juin 1949, à la veille de la prise du pouvoir, il faisait le point dans un discours programme, *De la Dictature Démocratique Populaire*, prononcé à l'occasion du 29<sup>e</sup> anniversaire de la fondation du PCC. Recherchant un certain consensus politique, Mao assurait que la révolution chinoise s'inscrivait toujours dans le cadre des Trois Principes du Peuple de Sun Yat-sen. L'alliance avec l'URSS dans le nouveau contexte de la guerre froide faisait que la Chine devait « pencher d'un seul côté » en s'intégrant dans le camp socialiste face au camp impérialiste dirigé par les USA. Le bloc des quatre classes révolutionnaires – la classe ouvrière, la paysannerie, la petite bourgeoisie et la bourgeoisie nationale – était clairement dirigé par son avant-garde prolétarienne incarnée par le PCC, tandis que la bourgeoisie hésitait entre, d'une part, une aile progressiste luttant aux côtés des forces populaires contre le féodalisme et l'impérialisme et, d'autre part, une aile « compradore » soumise à l'étranger, ce qui ne lui permettait de jouer qu'un rôle de second plan.

La Nouvelle Démocratie était une étape durant laquelle on devrait abattre les trois grandes montagnes qui écrasaient le peuple chinois : « l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique et compradore ». Les grandes libertés individuelles et collectives seraient respectées, mais la dictature frapperait du glaive de la justice les réactionnaires et les

ennemis du peuple. Diverses formes de propriété privée subsisteraient dans le cadre d'une économie mixte qui se prolongerait pendant dix ou quinze ans. Après, on passerait au socialisme – Mao évoquait ce concept politique à neuf occasions dans son discours – puis, beaucoup plus tard, la société communiste s'épanouirait – Mao la désignait en recourant au concept traditionnel chinois du *Da Tong*, que les Anglo-saxons traduisent par « The Great Togetherness » : disparition de la propriété privée et du salariat, égalité entre les sexes, et les races, abolition des frontières, dépérissement des États et de leurs appareils. En attendant cette lointaine utopie, c'était le PCC qui allait entreprendre les réformes de structures fondamentales, en pratiquant la « ligne de masse » : à la différence des Soviétiques, où la dictature du parti passait exclusivement par l'appareil répressif du KGB, Mao envisageait de vastes « mouvements » (*yundong*) nés de l'adéquation entre les aspirations populaires spontanées et la « ligne générale » décidée par le Parti.

On peut noter que Mao avait, lors de la deuxième session du Comité central élu au VII<sup>e</sup> Congrès du PCC, fait apparaître une certaine méfiance envers la bourgeoisie en s'inquiétant des « balles enrobées de sucre » dont elle allait blesser les révolutionnaires quand ils allaient retourner dans les villes. Le PCC allait achever la révolution bourgeoise mais en plaçant la bourgeoisie en liberté surveillée. Néanmoins, pour l'essentiel, dans cette société en crise aiguë, le PCC s'était montré accueillant et tolérant, ce qui explique largement son succès.

## 2. Une société en crise

Dans une société en crise, le PCC avait su créer une dynamique favorable face à celle déclinante du GMD. La révolution de 1949 fut le résultat non seulement d'une victoire militaire, mais aussi d'une adhésion d'une partie de la population à la Nouvelle Démocratie et de la résignation d'une autre partie qui avait perdu toute confiance envers le GMD et n'aspirait plus qu'au retour à l'ordre et à la paix civile. La stratégie de Nouvelle Démocratie favorisait cette adhésion tout en profitant de cette résignation.

Chiang Kai-shek, obsédé par la seule préoccupation de garder le pouvoir, suscita, malgré quelques velléités réformatrices, une dynamique conservatrice dont l'origine se trouve dans les conditions de sa prise de pouvoir : elles avaient fait de lui le prisonnier des forces sociales du passé sur lesquelles il avait dû s'appuyer. La Chine était en 1927 un pays dont les agriculteurs constituaient près de 90 % de la population. Cette paysannerie en était restée à des pratiques agricoles qui avaient connu leur efficacité maximum au XVIII<sup>e</sup> siècle, à l'exception de quelques poches de cultures industrielles de coton ou de tabac. Les rendements étaient faibles et les surplus commercialisables de la production de céréales ne parvenaient plus au début du siècle suivant à suivre la croissance de la population. Ce

malaise social fut au XIX<sup>e</sup> siècle une des causes essentielles de gigantesques soulèvements populaires dont le plus spectaculaire avait abouti à la fondation dans la région du moyen et du bas Yangzi du Royaume Céleste de la Grande Paix (*Taiping Tianguo*) écrasé en 1864 après des massacres qui avaient coûté la vie à 20 millions de personnes. La question de cette misère paysanne, dans une campagne où rodait constamment le spectre de la famine, était aggravée par l'inégalité dans la répartition de la propriété qui faisait ressentir cette détresse économique comme une injustice : 3 % des ruraux étaient des propriétaires fonciers (*dizhu*) qui ne travaillaient pas eux-mêmes la terre dont ils possédaient 26 %. Si l'on ajoute les 7 % de paysans riches (*funong*) propriétaires-exploitants de 27 % du sol, on constate que 53 % des terres appartenaient à 10 % de la population rurale. 90 % des paysans étaient donc de tout petits propriétaires ou des fermiers partiels ou totaux qui versaient en nature ou en argent au propriétaire 45 % de leur récolte, voire même davantage.

L'exigence d'une réforme agraire (*tugai*) s'imposait depuis longtemps à tous les observateurs, d'autant plus que les diverses taxes arbitraires (*tanpai*) qui accablaient les paysans les privaient de réserves en cas de calamités naturelles ou de mauvaises récoltes. Le GMD avait d'ailleurs prévu en 1925 dans son programme une baisse du taux de fermage de 25 %, en le limitant aux 3/8<sup>e</sup> (37,5 %) de la récolte principale. Or, non seulement Chiang Kai-shek ne prit aucune mesure concrète en ce sens mais, chaque fois que le destin des armes avait permis à ses troupes de reconquérir des territoires où les communistes avaient réalisé une réforme agraire, il se hâta de rendre leurs terres confisquées aux *dizhu* et aux paysans riches. Ce fut le cas en 1934 au sud-Jiangxi après l'effondrement de la République Soviétique Chinoise, alors que la destruction des actes de propriété par le pouvoir communiste aurait pu permettre une redistribution des terres. Pire, en 1946-47, en Chine du Nord, le Généralissime laissa des « milices du retour au village » (*huixiang tuan*), recrutées souvent par les notables ruraux parmi les bandits locaux massacrer les paysans pauvres à qui les communistes avaient attribué leurs terres. Ce faisant, ces *dizhu* avaient inauguré un cycle de violence dont ils seront plus tard eux-mêmes les victimes. Chiang Kai-shek pensait en effet qu'une réforme agraire, même modérée, aurait ébranlé l'ordre politique et culturel sur lequel il s'appuyait (Lucien Bianco). Le maintien de la domination sur les villages de la « minorité qui contrôlait les grains » était donc sa priorité.

Bien que le rapport du capital investi dans la terre qui oscillait entre 8 et 11 % de cette somme fût très appréciable, les revenus de propriétés qui n'excédaient que rarement 5 hectares étaient trop faibles pour faire vivre dans l'aisance une famille de notables. Il leur fallait ajouter diverses retombées lucratives de leur pouvoir politique local et de leur autorité culturelle : ils pratiquaient souvent l'usure (avec des intérêts de 20 à 25 % l'an !), spéculaient sur les grains lors des périodes de disette, soustrayaient une partie de leurs terres – les « terres noires » – à l'impôt foncier qu'ils

avaient la charge de répartir, offraient leur médiation dans les litiges entre villageois en touchant des pots de vin, détournaient une partie des revenus des terres claniques dont ils avaient la gestion, tout en veillant au maintien de l'ordre dans le cadre du système de responsabilité collective (*baojia*) remis en vigueur par les autorités : toutes ces sources de revenus extra-économiques qualifiées de « féodaux » par les idéologues communistes faisaient de cette classe privilégiée le relais irremplaçable des autorités centrales dans les communautés villageoises. Et motivaient largement la haine des plus pauvres à leur endroit. Cette solidarité du GMD avec les notables ruraux avait paralysé les tentatives réformatrices d'un pouvoir pourtant lucide sur ses défauts : Chiang Kai-shek ne déclarait-il pas en 1933 que les 3/10<sup>e</sup> seulement de la lutte contre les communistes étaient d'ordre militaire, les 7/10<sup>e</sup> restant relevant de la politique ?

Il en avait été de même à la ville : même si les banquiers qui avaient financé au printemps 1927 le coup de force anticommuniste de Chiang Kai-shek voulaient eux aussi mettre fin au militarisme et à ses archaïsmes politiques et pouvaient à ce titre être rangés parmi les réformateurs (Marie-Claire Bergère), ils avaient dû très tôt subir une politique prédatrice à leur égard d'un gouvernement en quête de fonds pour payer ses soldats et ses fonctionnaires. L'inflation, qui était apparue au début des années 1940 quand le gouvernement n'eut d'autre solution pour faire face à des dépenses militaires et à un service de la dette trop lourds que d'émettre une monnaie-papier (*fabi*) de plus en plus dépréciée, avait paralysé toute gestion rationnelle des entreprises : si l'on prend comme indice 100 la moyenne des prix en août 1948 on obtient un indice 13 574 000 en avril 1949 ! Il était devenu plus lucratif de spéculer sur les taux de changes du dollar et de tenter quelques coups à la bourse en profitant des relations nouées avec les proches de Chiang Kai-shek, les Song, les Kong ou les Chen, que d'investir dans l'économie réelle. Peu à peu les bases sociales du régime s'étaient rétrécies et il ne reposait plus guère que sur ses hauts fonctionnaires, ses polices secrètes, ses réseaux mafieux et, surtout, ses soldats. Une fois les armées centrales, commandées par des généraux « loyaux » envers le Généralissime, détruites en Mandchourie et dans les plaines de Chine du Nord, il ne restait plus qu'une superstructure privée de fondations. Après une fausse démission, Chiang Kai-shek finit par se réfugier à Taïwan en décembre 1949.

De leur côté les communistes avaient patiemment construit une dynamique du changement qui avait fini par déboucher sur une révolution. Leur base initiale se trouvait après la Longue Marche à la campagne, dans les rudes terres de loess de Chine du Nord où s'était construit le premier empire chinois trois siècles avant notre ère. Après avoir consolidé ce territoire en y pratiquant une réforme agraire modérée, les cadres communistes avaient remplacé les fonctionnaires du GMD en fuite devant les armées japonaises et les notables réfugiés à la ville. Ils avaient organisé la résistance des villageois face aux incursions japonaises qui venaient

s'emparer de leurs récoltes, ils avaient pris des mesures d'urgence pour répondre au blocus nationaliste et à l'extrême pénurie en sel, en médicaments et en produits de base qui en résultait. Peu à peu les régions placées sous leur contrôle avaient fait tache d'huile, par une sorte de phénomène d'accrétion. Après 1946, les communistes étaient parvenus à mobiliser les paysans en redistribuant les terres des grands propriétaires absents ou compromis par leur collaboration avec les régimes « fantoches » installés par les Japonais. Les paysans avaient donné leurs fils à l'armée, accepté de payer des contributions analogues à celle qu'ils refusaient quand elles leur avaient été imposées par le GMD, aidé l'APL lors des batailles en fournissant des terrassiers, des porteurs, des brancardiers ou des guides. En contre-partie, ils avaient l'espérance d'un retour à l'ordre et de la confirmation après la victoire de la redistribution des terres qu'ils avaient reçues avec l'extension de la réforme agraire au pays tout entier. Une « alliance inégale » (Lucien Bianco) entre le PCC et les paysans avait été ainsi construite peu à peu.

Cette adhésion paysanne avait connu des temps forts et des périodes de reflux. Cela ressort nettement du témoignage de William Hinton dans *Fanshen* où cet expert américain venu en Chine dans le cadre d'une mission patronnée par l'ONU pour promouvoir l'usage des tracteurs a relaté les péripéties de la réforme agraire entre 1947 et 1948 dans un gros bourg du sud-est du Shanxi. Lors des mois les plus difficiles de la guerre civile, les cadres communistes s'y étaient emparés des terres non seulement des paysans riches mais aussi de nombreux paysans moyens, pour recruter des soldats et collecter de quoi les nourrir. Puis, quand la victoire se dessina, ils se préoccupèrent d'accroître la production, et ne touchèrent plus aux paysans riches qui étaient aussi souvent les meilleurs agriculteurs. Pendant ces années d'épreuve, les communistes, à la différence du GMD, purent disposer de la paysannerie comme d'une réserve de forces inépuisable. C'est ainsi que les communistes « avaient su extraire du minerai brut paysan la piétaille de leur révolution » (Lucien Bianco). Et ils avaient commencé à remplacer dans les villages les notables en fuite ou peu désireux de s'exposer aux risques. Le vieux monde chancelait sur ses bases.

Les relations des communistes avec la société urbaine furent, elles aussi, construites peu à peu et n'eurent rien d'un surgissement révolutionnaire spontané. En 1949 la Chine n'avait pas plus connu une révolution prolétarienne qu'elle n'avait été le théâtre d'une révolution paysanne : les communistes avaient souvent fait ce que le Guomindang s'était proposé de faire avant d'y renoncer et ils avaient su faire preuve d'une certaine prudence qui avait alterné avec des périodes plus radicales. Dans les années 1946-1947, les communistes avaient fait flèche de tout bois pour ouvrir un second front à la ville afin de soulager le front principal. Ils avaient soutenu les grèves ouvrières pour imposer une échelle mobile des salaires afin de faire face à l'inflation et ils avaient encouragé les manifestations des étudiants et des intellectuels contre la guerre civile et la violation des

libertés par les autorités nationalistes. Le PCC avait établi de solides relations avec la Ligue Démocratique et divers petits partis opposés au GMD au fur et à mesure que ce dernier accentuait sa répression des libertés fondamentales, ce qui le faisait apparaître comme un défenseur de ces mêmes libertés qu'il avait déjà pris pour cibles à Yan'an lors du mouvement *zhengfeng*. À partir du printemps 1948, l'accent ne fut plus mis par eux sur les grèves mais sur la défense de l'outil de travail, tandis que des syndicalistes non communistes et des intellectuels connus victimes de la répression se refugiaient depuis l'automne dans les régions conquises par les armées communistes. Certains industriels prirent alors contact avec les émissaires communistes. En 1949 la société urbaine avait retiré sa confiance envers le GMD et chacune de ses composantes négociait son ralliement aux vainqueurs. Si les étudiants et les ouvriers s'étaient ralliés dans leur grande majorité, même les intellectuels les plus réticents envers les nouveaux maîtres du pays avaient fait une sorte de pari en faveur du nouveau régime après les années de « gâchis » GMD. Le plan de « sauvetage des intellectuels » échafaudé par Hu Shi qui avait envoyé des billets d'avion pour Taïwan à des milliers d'universitaires avait connu un retentissant échec et l'on assistait même à l'amorce d'un mouvement de retour au pays de savants expatriés. Ce consensus et cette résignation étaient une des raisons essentielles de la victoire communiste. Conforté sur ses bases, le nouveau régime organisa son pouvoir.

### 3. Le nouveau pouvoir

L'impulsion politique venait du noyau central du PCC soudé autour de son Président qui définissait la « ligne générale » et veillait à sa traduction en directives dont il surveillait la mise en application. La structure pyramidale du Parti doublait tous les rouages administratifs, judiciaires et militaires, en généralisant le cumul des fonctions des responsables dans la hiérarchie politique et dans l'appareil d'État et l'APL. La confusion Parti-État était constitutive du nouveau régime. Les références au Programme commun (*Gongtong gangling*) établi dans le cadre d'un « gouvernement de coalition » avec les petits partis démocratiques et diverses personnalités non communistes ne changeaient rien à la réalité d'un pouvoir monopolisé par le PCC.

À Pékin, redevenu la capitale, le Parti avait nommé après des mois de tractations et d'arbitrages les 588 membres de la Conférence Consultative Politique du Peuple Chinois : 102 de ces députés représentaient les six grandes régions entre lesquelles on avait partagé le pays. 60 provenaient de l'APL, 142 des partis politiques, soit le PCC et une douzaine de responsables de petits « partis démocratiques » qui lui étaient associés (Ligue Démocratique, GMD Révolutionnaire, etc.), et 206 avaient été délégués par divers organismes : les Chinois d'outremer, l'Union des femmes chinoises,

le Syndicat général panchinois, des cercles industriels, des associations culturelles. On avait adjoint à cet ensemble 75 « personnalités démocratiques » dont la notoriété contribuait à la légitimité du nouveau régime. Cette Conférence Consultative fonctionnait en apparence comme une assemblée législative et comme une assemblée constituante délibérative, mais son pouvoir réel se limitait à donner son approbation à des lois proposées ou suggérées par le noyau dirigeant central. Entre deux sessions, ses pouvoirs largement fictifs étaient exercés par une commission du gouvernement populaire central présidé par Mao Zedong. Cette commission fut associée à la désignation des membres du parquet et de la cour suprême, ainsi que du Conseil Militaire Révolutionnaire et du Conseil des Affaires Politiques, présidé par Zhou Enlai, qui constituait une sorte de conseil des ministres. Il y avait une trentaine de ministres. Le ministère des affaires étrangères, le renseignement et la commission des affaires d'outremer relevaient directement du Premier ministre. Dans les faits, cela faisait de Zhou Enlai le véritable numéro deux, tandis que Zhu De était réduit à un rôle de figurant.

Au fur et à mesure que s'achevait la conquête militaire, l'exécutif avait créé six grandes régions administratives. Les deux plus anciennes étaient dirigées désormais par des civils qui présidaient un gouvernement régional : la région du Nord-Est était formée des trois provinces de Mandchourie auxquelles on avait joint la province du Jehol (*Rehe*), plus tard rattachée au Hebei. On trouvait à sa tête Gao Gang, dont un des mérites avait été d'accueillir dans son petit soviet du nord Shaanxi à l'automne 1936 Mao Zedong et les 10 000 survivants de la Longue Marche qui l'avaient suivi. La région Nord regroupait le Hebei, le Shanxi, le Chahar et le Suiyuan ainsi que Pékin et Tianjin. Les quatre autres ensembles de provinces étaient encore des régions militaires, car divers combats y opposaient des soldats nationalistes en déshérence, souvent devenus des bandits par la force des choses : la région orientale comprenait Shanghai, Nankin et les provinces littorales du Shandong, du Jiangsu, du Zhejiang et du Fujian ainsi que l'Anhui. À sa tête on avait placé le général qui avait conquis le bas Yangzi, Chen Yi, assisté d'un cadre civil qui allait bientôt lui succéder, Rao Shushi. La région du Centre-sud était formée d'une étroite bande de provinces qui reprenait le parcours suivi du nord au sud par la quatrième armée de Lin Biao, du Henan au Guangdong. La région du sud-ouest était formée du Sichuan, du Yunnan, du Guizhou et du Xikang, l'ancienne province de Kham qui faisait partie du Tibet historique. Elle était dirigée par le général Liu Bocheng et par celui qui avait été son commissaire politique, Deng Xiaoping. La région du Nord-Ouest correspondait à la reprise de contrôle du grand ouest par les armées de Peng Dehuai depuis Xi'an au Shaanxi jusqu'au lointain Xinjiang. Les 200 000 hommes du « corps de construction de l'APL » avaient commencé à y établir des colonies de peuplement « han » dans la partie nord, autour d'Ürümqi, et à construire un chemin de fer entre cette ville et Lanzhou. La Chine reprenait le contrôle du nord

de son Far West. Pour la partie sud, les hauts plateaux tibétains, Pékin dut procéder plus prudemment.

## 4. La reconquête du Tibet

Depuis la Convention de Simla passée en 1913 entre le 13<sup>e</sup> Dalai-Lama et la Grande-Bretagne, dont le roi était intervenu en tant qu'empereur des Indes, mais qui n'avait pas été signée par les autorités chinoises, le Tibet était quasi indépendant : la petite garnison chinoise présente à Lhassa depuis la conquête du Tibet par les empereurs Qing au XVIII<sup>e</sup> siècle s'en était retirée. La Chine conservait une sorte de vague suzeraineté sur les hauts plateaux centraux du Chamdo, tandis que l'Amdo, au nord, était intégré à la province chinoise du Qinghai et que le Kham, à l'est, formait la province chinoise du Xikang, bientôt rattachée au Sichuan. Lors de l'intronisation du 14<sup>e</sup> Dalai-Lama, le 22 février 1940, le représentant chinois avait veillé à occuper une place privilégiée qui rappelait que le peuple tibétain – tout comme les populations turques du Xinjiang et les Mongols – était considéré par les autorités chinoises comme une des « minorités nationales » dans la Chine des Han.

La Grande-Bretagne disposait d'un droit de regard sur le Tibet mal défini qui visait à empêcher une annexion de la région par la Chine. L'Inde hérita de ce droit lors de son accession à l'indépendance en 1947. Le gouvernement du 13<sup>e</sup> Dalai-Lama avait essayé dans les années trente d'entreprendre des réformes qui auraient permis au Tibet de disposer d'une armée moderne et d'une administration susceptible de faire sortir le pays de son arriération politique, économique et sociale. Mais les riches monastères qui dépendaient du Panchen-Lama, l'autre chef spirituel du Tibet, traditionnellement davantage orienté vers la Chine que le Dalai-Lama, plus attiré par l'Inde, refusèrent d'accorder les moyens financiers nécessaires au ministre qui voulait moderniser son pays. Il fut renversé par les traditionalistes qui le condamnèrent à l'énucléation : le Tibet avait laissé passer sa chance. Les tentatives tardives et brouillonnes des autorités tibétaines pour faire reconnaître par l'ONU, en 1948, son indépendance furent vaines : à la tête de l'Union Indienne, le pandit Nehru inaugurait une politique de non-alignement qui l'éloignait du camp américain et lui faisait rechercher l'établissement de bonnes relations avec la Chine. Le prix à payer était d'abandonner le Tibet à son sort. En octobre 1950, l'APL envahit le Chamdo et la petite armée tibétaine fut dispersée en quelques jours. Ni l'ONU, ni l'Union Indienne, ni les USA, ni la Grande-Bretagne, ne s'opposèrent à ce coup de force, en dehors de quelques protestations diplomatiques. Le 23 mai 1951, un accord sino-tibétain en 17 points fut signé à Lhassa qui mettait fin à l'indépendance de fait du Tibet, contre la promesse du maintien de son autonomie en matière religieuse et culturelle. Le 14<sup>e</sup> Dalai-Lama, qui s'était réfugié en Inde au début du conflit,

rentra à Lhassa le 17 août 1951 et une garnison chinoise y fit discrètement son retour dès la fin octobre après quarante ans d'absence.

Durant un premier temps, la politique chinoise au Tibet fut prudente. Dans des directives secrètes datées du 6 avril 1952, Mao reconnaissait que la situation y était beaucoup plus difficile qu'au Xinjiang du fait de l'opposition à la Chine des élites locales et il recommandait de ne pas brusquer les choses : « dans deux ou trois ans, ou bien la population aura été gagnée par la politique de front uni. Ou bien les mauvais éléments qui entourent le Dalai-Lama fomenteront des soulèvements qui seront facilement réprimés par l'APL ». Le sort du Tibet était scellé.

Cependant, la Chine fut bouleversée dès 1950 par deux séismes de grande puissance

## 5. Le séisme social de 1950

Deux lois de juin 1950 suivies d'un décret sapèrent les bases de la société traditionnelle.

La loi sur le mariage mit fin à la grande famille patriarcale à laquelle le législateur substitua la petite famille de type européen formée d'un couple et de ses enfants. L'épouse cessait d'être une éternelle mineure et pouvait hériter et ester en justice. La loi interdisait les mariages d'enfants et fixait à 20 ans pour les hommes et à 18 ans pour les femmes l'âge minimum requis pour convoler en justes noces. La loi interdisait la polygamie. La femme avait le droit de demander le divorce. C'était une des demandes du mouvement du 4 mai 1919 et Mao Zedong en avait été alors un des porte-parole les plus connus avec sa campagne de presse autour du suicide dans le palanquin de noce d'une certaine mademoiselle Zhao mariée contre son gré. Certes cette loi, si elle entraîna un grand nombre de dissolutions de mariages – on compta 800 000 divorces par an les premières années, soit un pourcentage de 1,3 pour mille – eut le plus grand mal à être appliquée dans les campagnes où 70 000 femmes furent assassinées ou forcées à se suicider par la famille de leur ex-mari (Marie-Claire Bergère).

Suite à des enquêtes de terrain, le chercheur américain Neil Diamant estime que le bilan de la loi devait être revu à la baisse : on y découvre la violence extrême qui en avait accompagné l'application, très semblable à celui qui accompagnait au même moment la réforme agraire. D'ailleurs on qualifia du même mot, *fanshen*, « changer son destin », le fait pour un paysan de recevoir de la terre et pour une femme d'obtenir son divorce. Dans les grandes villes, où la loi fut qualifiée de « loi sur le divorce », les bureaux de la loi sur le mariage organisèrent des meetings de lutte qui condamnèrent à mort ou à de lourdes peines des maris qui avaient tué leur femme. À la campagne, où l'on parlait d'une « loi des femmes », les autorités locales ou les responsables de la milice firent souvent obstacle à l'application de la loi et traitèrent les femmes qui demandaient le divorce

comme des délinquantes. Tout ou presque restait à faire pour une véritable libération de la femme chinoise, mais une impulsion décisive avait été donnée.

D'autant plus que la loi agraire (*tugai*), votée le même mois, complétait cette destruction du régime patriarcal, comme la réplique d'un séisme. Plus exactement, elle avait été à l'origine d'un premier séisme dès 1946, alors que commençait la guerre civile : on a vu comment les communistes avaient obtenu le soutien conditionnel des paysans de Chine du Nord en promulguant une loi agraire dont l'ampleur variait selon les péripéties de la guerre civile. Après la victoire communiste, la loi agraire avait été étendue au pays tout entier de juin 1950 au printemps 1952. Elle stipulait la confiscation du surplus de terre des propriétaires fonciers et des terres communautaires appartenant aux clans familiaux, temples, écoles, institutions caritatives, ce qui aboutissait à faire disparaître les structures sociales intermédiaires et à détruire le pouvoir des élites traditionnelles, tandis que les associations paysannes (*nongmin xiehui*) mobilisaient contre elles les paysans pauvres ou sans terre.

À la fin de l'année 1952, 45 % de terres cultivées avaient été redistribuées au profit de 60 % des paysans. Il ne restait plus que 5 % de paysans riches et 15 % de paysans pauvres, la grande masse étant désormais des paysans moyens qui cultivaient un hectare par famille. Cette expropriation massive s'était faite sans compensation financière et dans la violence. Près de 2 millions de personnes, classées comme propriétaires fonciers et stigmatisées de ce fait comme des exploiters, avaient été exécutées. Il y eut des atrocités et des scènes de lynchages. On massacra des familles entières et l'établissement de la liste fatidique des ennemis de classe releva parfois du règlement de compte. Les groupes de travail envoyés par le Parti avaient soigneusement préparé les assemblées villageoises durant laquelle les notables ou ceux qu'ils avaient qualifiés comme tels avaient été dénoncés pour leurs agissements, et souvent frappés puis condamnés à mort par une foule qui se partageait leurs dépouilles. Des quotas d'ennemis du peuple à abattre avaient été fixés par les autorités : chaque village devait fournir son lot.

La « campagne pour éliminer les contre-révolutionnaires » (*zhenfan*) lancée parallèlement avait établi un chiffre moyen d'individus à éliminer à 0,01 % de la population, mais le zèle des cadres et la pression des paysans les plus pauvres fit monter le nombre de victimes à 0,14 %, voire même, dans certaines régions, à 0,24 %. Les élites rurales qui avaient été depuis des siècles dans les campagnes les interlocuteurs exclusifs du pouvoir central étaient à terre et le terrain était dégagé pour le jeune pouvoir communiste. Pour la première fois dans une longue histoire, les autorités centrales intervenaient directement au cœur des villages. L'extrême violence du mouvement, qui s'était manifestée dès l'hiver 1947-48, était peut-être pour Mao le but qu'il visait plus que la volonté de justice sociale qu'il affichait. Cette violence n'était pas seulement un moyen, mais aussi

une fin, car elle permettait de mobiliser en permanence des millions de gens entraînés dans une action qui rendait difficile tout retour en arrière. La lutte des classes donnait à Mao les forces militantes dont il avait besoin pour asseoir son pouvoir. Il lui suffisait de faire glisser le curseur qui fixait la limite de la surface de terrain cultivable à partir de laquelle un travailleur des champs devenait un exploiteur et un parasite à dépouiller et on avait plus ou moins de gens susceptibles de répondre à son appel à participer à un « mouvement de masse » (*yundong*). Cette manipulation du conflit de classe fut sans doute une nécessité lors des périodes difficiles de la guerre civile : on se trouvait dans une situation où la fin justifiait les moyens. Parvenu au pouvoir, Mao en fit une arme politique dont il fut très tôt tenté d'abuser. Dès son célèbre « rapport sur le mouvement paysan dans la province du Hunan » de décembre 1926 n'avait-il pas fait de la violence la marque distinctive de toute véritable révolution « qui n'était pas un repas de gala » ?

À la ville, la rupture avec l'ordre social traditionnel laissa de côté au début la question centrale de la propriété en prenant pour cible l'encadrement politique qui venait d'être renversé. Tout commença par le terrible décret du 21 février 1951 qui lança plusieurs mois de terreur rouge afin d'extirper les contre-révolutionnaires et leurs complices. Le pouvoir révolutionnaire s'en prenait aux fonctionnaires et aux cadres du GMD que l'on avait laissés en place le temps d'installer de nouveaux rouages, aux officiers nationalistes encore en liberté qui n'avaient pas fui à Taïwan, aux responsables des sectes et autres sociétés secrètes, et aux ennemis supposés du régime parmi lesquels on rangeait les religieux et religieuses étrangers. En tout 2 600 000 personnes furent arrêtées en quelques semaines, jugées sommairement par des tribunaux populaires, et lourdement condamnées. Mao avait fixé de façon arbitraire un quota de criminels à exécuter de 0,5 pour mille. 712 000 des suspects furent condamnés à mort, soit 1,24 pour mille : les cadres avaient fait du zèle. 1 290 000 personnes furent condamnées à de longues peines de prison, dont beaucoup furent internés dans des camps de travail forcé du *laogai*, qui reproduisaient en Chine le « goulag » soviétique. On y dénombra dès 1953 1 200 000 détenus. 380 000 furent relâchés après avoir été « rééduqués ».

Cette terreur rouge fut relayée par deux *yundong* urbains : le « mouvement des Trois Anti » (*sanfan*), en août 1951 qui visait les dysfonctionnements de la bureaucratie, la corruption et la prévarication, puis de février à juin 1952, le « mouvement des Cinq Anti » (*wufan*) qui prenait pour cibles la pratique des pots de vin, la fraude fiscale, les escroqueries dans les fournitures à l'État et les contrats truqués, la diffusion d'informations confidentielles. On aura reconnu des pratiques courantes dans les milieux d'affaires : après les fonctionnaires, c'était au tour des capitalistes chinois d'être placés dans le collimateur. Des dizaines de milliers d'entrepreneurs, d'industriels et de négociants furent inquiétés. 34 000 d'entre eux furent lourdement sanctionnés, 500 furent exécutés. Souvent leur

dénonciation donna lieu à des « chasses aux tigres » avec des manifestants ameutés par les syndicats qui défilèrent jusqu'à leurs « tanières » pour les débusquer. À Shanghai, 876 hommes d'affaires se suicidèrent entre la fin janvier et le 1<sup>er</sup> avril 1952 après avoir été obligés de faire des confessions publiques (*tanbai*) et subi les outrages et les violences des « équipes de contrôle ». Parallèlement, les comités de quartiers mis en place par le Parti en collaboration avec la Sécurité Publique (*Gong'anju*) procédaient à la détermination du statut de classe (*jieji chengfen*) des familles : on commençait à distinguer les cinq catégories rouges – les familles de cadres révolutionnaires, de soldats révolutionnaires, de martyrs de la révolution, des ouvriers d'industrie et des paysans pauvres et moyens inférieurs, face aux cinq catégories noires – les propriétaires fonciers, les paysans riches, les capitalistes compradores, les mauvais éléments et les contre-révolutionnaires auxquelles on allait ajouter plus tard les « droitiers ». Entre ces deux blocs on avait les classes intermédiaires, formées des petits bourgeois, des « capitalistes nationaux », des paysans moyens, des intellectuels et des professions libérales que l'on suspectait de pouvoir basculer du mauvais côté. Les enfants héritaient de ce statut, qui devenait un destin. Ainsi se créait une caste de privilégiés du régime opposée à une caste d'impurs, bannis des universités et relégués dans des emplois subalternes, victimes toutes désignées des campagnes de masse contre les contre-révolutionnaires connus ou cachés : on retrouve l'appétit de Mao pour les conflits et la violence.

Cette rupture brutale et profonde s'opéra sur fond de retour à l'ordre. La société urbaine était bouleversée : tous les réseaux traditionnels ou plus récents qui la structuraient furent disloqués, interdits, ou réorganisés. Ce fut le cas pour les sociétés secrètes qui contrôlaient la prostitution, les jeux d'argent, les fumeries d'opium et divers rackets, mais aussi pour les associations religieuses, enregistrées ou dissoutes ainsi que les guildes et corporations. L'armée avec l'appui de la population traqua les bandits et les dernières forces armées nationalistes furent anéanties, jetées à la mer ou refoulées au-delà des frontières. L'île de Hainan fut libérée en 1951. Deux millions de soldats et des cadres GMD se réfugièrent avec leurs familles à Taiwan, tandis que plusieurs centaines de milliers de Chinois transitaient par Hong Kong pour rejoindre les Chinois d'outremer (*Huaqiao*) tout autour du Pacifique. Une armée GMD, repliée en Birmanie du nord, s'y maintint en se livrant à la culture et au trafic de l'opium et renonça très vite à ses incursions au Yunnan : la Chine avait commencé à reconquérir son espace d'avant les « guerres de l'opium ».

## 6. La nouvelle Chine ébranle le vieux monde

Déjà, à la fin du mois d'avril 1949, quelques jours seulement après le franchissement du Yangzi par l'APL, le bombardement meurtrier par son

artillerie de la canonnière britannique « Améthyste » qui naviguait entre Nankin et Shanghai signifiait que la Chine recouvrait sa pleine souveraineté sur les eaux du Grand Fleuve internationalisées depuis les traités qui avaient conclu les « guerres de l'opium ». C'était à la fois un défi lancé à la Grande Bretagne, et l'annonce du refus par les communistes vainqueurs d'un ordre du monde imposé jadis à l'Empire du dragon par les impérialistes conquérants. C'était le second séisme.

Pour relever le défi du retour de Pékin parmi les grandes puissances, Mao avait besoin d'alliés, car la Chine seule pesait trop peu pour se faire entendre. Confronté au contexte de la guerre froide, il se rangea aussitôt dans le camp socialiste dirigé par l'URSS. Dans son intervention du 30 juin 1949 évoquée plus haut, il déclara que « la Chine était tombée d'un seul côté » (*yibian dao*), celui de l'URSS, et son premier déplacement à l'étranger fut un long et difficile voyage par le train à Moscou où il arriva le 16 décembre 1949. Les discussions avec Staline furent difficiles. Quelques années plus tard, parlant du maître redouté du Kremlin, Mao dira : « On peut toujours arracher un peu de viande des dents d'un vieux tigre ». En février 1950 un traité d'amitié, d'alliance et d'assistance mutuelle fut signé entre l'URSS et la RPC. Il se substituait à celui signé avec la Chine nationaliste en août 1945. L'URSS s'engageait à restituer dans les prochaines années la base militaire de Port-Arthur (Lüshun) et le port commercial de Dairen (Dalian), pris au Japon en 1945 par l'Armée Rouge, ainsi que le contrôle du chemin de fer de Mandchourie. En contrepartie, la Chine avait dû reconnaître l'indépendance de la plus grande partie de la Mongolie devenue la Mongolie Extérieure. Rien n'était dit sur le contentieux sur la frontière de 8 000 km entre les deux pays dont le tracé avait été imposé par la Russie tsariste dans le cadre de « traités inégaux » pourtant dénoncés par l'URSS en 1924. L'URSS retirait son soutien à l'éphémère République islamique du Turkestan oriental fondée en 1944 par Saïfudine avec des nationalistes ouïghours et kazakhs dans le massif de l'Altaï et la vallée de l'Ili : le Xinjiang redevenait chinois. Divers accords commerciaux furent passés et l'URSS prêta à la Chine 300 millions d'US \$ à 1 % d'intérêt remboursables sur le moyen terme en matières premières.

Cette entrée de la Chine dans le camp soviétique se traduisit bientôt de façon spectaculaire. Le 25 juin 1950, les armées nord-coréennes avaient franchi le 38° parallèle qui coupait la Corée en deux depuis l'été 1945 : Kim Il-sung, un ancien officier des gardes-frontières soviétiques entré en Corée en 1945 dans les fourgons de l'Armée Rouge, avait pris la stature de Libérateur de toute la péninsule. Il avait obtenu le feu vert de Staline, tandis que la Chine avait exprimé de fortes réserves à en faire autant, sans pour autant s'opposer à l'opération envisagée. En effet, les objectifs prioritaires de Mao étaient à cette époque la libération de Taïwan et des îles côtières du Zhejiang et du Fujian ainsi que la reconquête du Tibet, pour reconstituer, dans la mesure du possible l'espace de la Chine des Qing. Il souhaitait aussi démobiliser la moitié de son énorme et coûteuse armée

de près de 5 millions d'hommes et consacrer les fonds ainsi récupérés à la reconstruction du pays. Mais, quand l'armée américaine, intervenant sur mandat de l'ONU contre les agresseurs nord-coréens, eut envahi à son tour la Corée du Nord et atteint à la fin octobre les rives du fleuve Yalu, Mao se sentit obligé d'intervenir : la perspective que la Chine ait à l'avenir une frontière commune avec une Corée réunifiée et alliée des USA constituait à ses yeux une menace inacceptable, d'autant plus que l'état de guerre avec le GMD se prolongeait et que Chiang Kai-shek affichait son intention de partir à la reconquête du continent (*dalu*) perdu dont son aviation bombardait à l'occasion les villes côtières. De plus l'URSS faisait pression pour que la Chine s'engage dans un conflit auquel elle était bien décidée à ne pas participer directement. C'est dans ce contexte ambigu que 700 000 « volontaires » chinois, sous le commandement de Peng Dehuai, franchirent en masse le fleuve Yalu et mirent en déroute l'avant-garde américaine surprise. Après un an de durs combats, et une brillante contre-attaque des forces américaines, le front finit par se stabiliser autour du 38° parallèle, ce qui permit l'ouverture de pourparlers entre les belligérants, interrompus plusieurs fois par des reprises d'hostilité, jusqu'à la signature le 27 juillet 1953 d'un armistice à Panmunjom.

Le bilan pour Pékin de cette intervention était mitigé. La Chine avait retrouvé sa place dans le concert (discordant !) des nations et l'APL avait tenu tête à la plus puissante armée du monde. Mais le prix à payer était très lourd : la Chine avait perdu toute chance de récupérer le siège de membre permanent de l'ONU qu'occupait Taiwan depuis 1945. La 7e flotte américaine assurait désormais la neutralité du détroit de Taiwan, rendant impossible toute intervention militaire de l'APL pour « libérer » la Belle Île (Formose). De plus, les USA, suivis par leurs alliés, avaient frappé la Chine Populaire d'un embargo commercial très strict. La Chine ne conservait plus comme ouverture sur le Pacifique que l'étroite fenêtre de Hong-Kong, colonie de la couronne britannique depuis 1840. Elle était redevenue une puissance continentale qui tournait le dos à l'Océan Pacifique et se trouvait incluse dans l'empire soviétique où elle n'était au mieux que le brillant second.

## 7. L'impatience de Mao Zedong

Dans l'ensemble, ce retour à l'ordre fut apprécié par la population qui en crédita le régime, d'autant plus qu'il s'accompagna dès la fin 1952 d'une chute de l'inflation – qui était encore de 100 % en 1950 – à seulement 12 %. Chen Yun, à la tête d'une efficace Commission Centrale des Finances et de l'Économie, avait réussi un spectaculaire rétablissement de la production industrielle qui était passé de l'indice 100 en 1950 à l'indice 245 en 1952. Il avait pu s'appuyer sur les quatre grandes banques, dont la Banque de Chine, qui avaient été nationalisées par le GMD, et sur la confiscation des

entreprises japonaises en 1946 : l'État contrôlait 45 % de la production industrielle, alors que la part du privé était un peu inférieure à 37 %. Jouant habilement des commandes publiques et des allocations aux entreprises par son entremise des matières premières et du charbon, l'État avait pris le contrôle dès la fin de l'hiver 1952-53 de 63 % de la production industrielle tandis que 23 % de la production du secteur privée étaient commercialisés par ses services : le secteur purement capitaliste ne représentait plus que 14 % du total. L'État-patron avait rapidement fait comprendre que la dictature du prolétariat ne signifiait pas pouvoir ouvrier et avait mis fin à quelques mois de revendications ouvrières irréalistes. En 1951, visitant des usines de Tianjin, Liu Shaoqi avait déclaré que « l'exploitation avait ses mérites » (*boxue yougong*).

Cependant les dirigeants chinois en cet hiver 1952-1953 étaient inquiets. Dans les campagnes, une déception commençait à succéder à l'enthousiasme des premières années de la réforme agraire : la pauvreté y persistait, car les paysans devenus propriétaires ne disposaient que de mini-exploitations sous équipées sur lesquelles l'État prélevait un impôt foncier de plus en plus lourd. Certains paysans, trop endettés, vendaient leur bien et une émigration rurale commençait, alors même que le développement industriel ne fournissait à cette époque pas assez d'emplois pour accueillir ces déracinés. Ici ou là, la faiblesse des rendements agricoles faisait reparaitre le spectre séculaire de la famine. Un début de polarisation était apparu dans les villages où des paysans plus robustes ou mieux équipés que d'autres accroissaient leur parcelle en cultivant la terre de paysans moins chanceux qui la leur cédaient, bien que cette cession soit illégale.

À la ville, c'était le retour au calme après la tension du mouvement *wu-fan*. Les autorités cherchaient maintenant à rassurer le monde des affaires. Les dirigeants ouvriers combattifs qui avaient recouru à la grève pour obtenir des hausses de salaires avaient été écartés des postes responsables ou éloignés de leur base : les syndicats, un moment tentés par une certaine autonomisation par rapport au parti, devenaient, comme en URSS, des « courroies de transmission du Parti » et des « écoles du communisme ». Dans les faits, les ouvriers permanents (*chang gong*), les plus qualifiés ou les plus anciens, formaient la base des syndicats dont on écartait les apprentis et les ouvriers temporaires qui commençaient à affluer depuis les villages. Une sorte d'aristocratie ouvrière corporatiste et conservatrice s'était mise en place. Plus de 10 % de ses membres étaient membres du PCC. Des sessions d'étude l'avait familiarisée avec la « pensée Mao Zedong », d'autant plus que les trois premiers volumes des *Ceuvres choisies* du Président, portant sur la période 1925-1941, avaient été édités et formaient le gros du corpus enseigné. Soigneusement revus par des docteurs ès-marxisme-léninisme envoyés par l'URSS qui en avaient corrigé les incongruités théoriques et n'avaient retenu que 7 à 8 % de l'ensemble des écrits connus de Mao, ces textes faisaient de ce dernier un maître à penser infaillible.

En 1952 on envisageait encore de ne pas amorcer la transition (*guodu*) de la société néo-démocratique vers le socialisme avant 1960, voire même 1965, mais Mao Zedong avait préparé une accélération du processus dès 1950-1951. En fin stratège politique, il avait choisi de tourner les obstacles en intervenant sur un front secondaire, celui de la culture, et en évitant de s'engager directement dans le conflit. C'est ainsi qu'il fit critiquer le film *L'histoire secrète des Qing* réalisé à Hong Kong dans les derniers mois de la guerre civile avec les fonds des services de propagande du PCC et le soutien de Liu Shaoqi. Ce film qui portait sur la révolte des Boxeurs en 1900 dénonçait ces derniers comme obscurantistes et xénophobes, alors que Mao en faisait des précurseurs inconscients de la révolution chinoise et des primitifs de la lutte anti-impérialiste. En 1951, un film sur la vie de Wu Xun, un mendiant du Shandong devenu un notable néo-confucéen à la fin des Qing, qui avait ouvert des écoles pour les pauvres et multiplié des activités caritatives, fut dénoncé à son tour comme réactionnaire et droitier, car il ignorait la lutte des classes. Son œuvre avait d'ailleurs été célébrée dans les écoles au temps du GMD. L'attaque avait été conduite dans l'ombre par Jiang Qing, l'épouse de Mao, qui faisait ainsi ses premières armes en politique. Visiblement, le charismatique président avait déjà élaboré sa conception de la « révolution ininterrompue » (*buduan geming*), qui nécessitait une activation constante et artificielle de la lutte des classes. On entrait dans une nouvelle période de l'histoire de la RPC.